

débordement du stalinisme, il ne faut pas non plus minimiser les possibilités qui existent déjà pour déborder partiellement le stalinisme.

Le parti réalisera des pas en avant dans cette voie dans la mesure où il sait s'appuyer sur l'expérience des couches d'avant-garde du prolétariat déjà assez nombreuses qui sont en train de déborder les directions traditionnelles. Il lui faut pour cela une politique claire et audacieuse qui accélérera l'expérience des couches avancées, au lieu de prétendre faire une politique pour toute la classe ouvrière en s'adaptant en réalité aux couches les plus inertes et les plus conservatrices par rapport au stalinisme.

Certes, il ne s'agit pas de « démasquer » le stalinisme par une agressivité verbale, et moins encore de renoncer à la politique du front unique et du « gouvernement ouvrier », ce que préconisent les tendances défaitistes. Notre politique n'a rien à voir avec ce doctrinarisme, et nous savons que la lutte contre le stalinisme, qui est malgré tout un mouvement ouvrier de masse, ne peut se mener sans l'emploi de toute la tactique flexible que Lénine et Trotsky nous ont enseignée et que les marxistes révolutionnaires ont appliquée dans le passé pour arracher les masses à l'emprise de la direction réformiste.

Mais il ne s'agit pas non plus de se contenter de mener la lutte contre le stalinisme incidemment, indirectement, timidement avec des demi-explications timorées du mécanisme de trahison des staliniens, explications du reste souvent fausses qui sèment la confusion, comme quand « La Vérité » parle des « dupes », des « myopes » qui font involontairement le jeu de la bourgeoisie par ignorance ou par bêtise.

La défense de l'U. R. S. S. et les menaces de guerre anti-soviétique ne doivent pas nous empêcher d'exposer clairement la vérité sur la situation en U. R. S. S. et dans le glacis, de dénoncer la politique extérieure de la bureaucratie soviétique qui va à l'encontre de l'internationalisme prolétarien et des intérêts de la révolution mondiale, de se délimiter à chaque instant de la politique de la bureaucratie.

La défense de l'U. R. S. S. se pose actuellement en d'autres termes que pendant la guerre, pendant la période des hostilités, dans laquelle d'ailleurs nous n'avons jamais cessé de faire la critique la plus imputoyable de la politique stalinienne.

La guerre a pris fin, et la possibilité de la réouverture des hostilités n'est pas probable pour l'immédiat. Les bolcheviks-léninistes de l'U. R. S. S. et du monde entier appellent les ouvriers soviétiques à la tâche immédiate de renverser, par

leur action révolutionnaire, la bureaucratie bonapartiste stalinienne, comme le meilleur moyen pour sauvegarder ce qui reste des conquêtes d'Octobre : la collectivisation des moyens de production, la planification de l'économie, le monopole du commerce extérieur, et pour assurer la renaissance socialiste de l'U. R. S. S.

Prendre prétexte des menaces de guerre de l'impérialisme pour mettre cet appel en sourdine et pour ne parler que de « l'économie socialiste » en danger, c'est déplacer singulièrement l'accent de notre politique concrète envers cette question et créer encore une fois la confusion. Nous n'accusons pas Staline de « défendre mal » l'U. R. S. S., nous l'accusons d'être, lui et la bureaucratie sur laquelle il s'appuie, l'obstacle à toute réelle défense de l'U. R. S. S., obstacle qu'il s'agit de renverser. Notre défense révolutionnaire de l'U. R. S. S. n'a jamais rien eu en commun avec la « défense » bureaucratique de Staline.

Le courant défaitiste qui s'est développé dernièrement dans l'organisation a puisé une partie de sa force dans la politique de la majorité, qui n'a pas su se délimiter chaque fois, avec toute la clarté souhaitable, du stalinisme.

Certes, les tendances défaitistes expriment, d'autre part, les réactions des éléments qui ne comprennent pas le mouvement de masse et qui, en tournant pratiquement le dos aux ouvriers qui suivent le stalinisme, se cramponnent dans une propagande abstraite de ce qu'elles croient être la « pure » ligne révolutionnaire. Leur appréciation de l'U. R. S. S., « capitalisme d'Etat » ou « collectivisme bureaucratique », les conduit, comme nous l'avons vu clairement dans le cas de Munis et Shachtman, à reconsidérer la nature des partis staliniens, en tant que partis reposant sur la classe ouvrière et à rejeter la tactique du front unique avec eux, ainsi que d'autres parties essentielles du programme de transition (le gouvernement ouvrier, les nationalisations, etc.).

L'explication « nouvelle » que les camarades de la tendance Chau lieu donnent de la « base sociale » de la trahison de la C. G. T. n'est en réalité qu'une transposition forcée de leur théorie générale du « collectivisme bureaucratique », transposition qui tente de trouver la nouvelle « classe » en gestation sur laquelle se base le stalinisme, pour lui refuser la reconnaissance d'être malgré tout un mouvement ouvrier de masse et pour rejeter la tactique du front unique avec lui.

Une lutte théorique implacable contre ces théories ne peut réussir que dans le cas où le parti a une ligne trotskyste, nettement délimitée du stalinisme et exempte de toute erreur sérieuse.

D. — Le gouvernement ouvrier

Le parti ne remplit pas son rôle en tant qu'avant-garde politique de la classe s'il ne lie constamment les revendications économiques élémentaires aux revendications transitoires et politiques. Tout l'art de la direction révolutionnaire consiste à expliquer aux ouvriers, en partant de leurs luttes les plus élémentaires et des événements de la vie politique du pays, l'ensemble des conditions historiques dans lesquelles se déroule la lutte du prolétariat et les buts finaux de cette lutte.

Le Parti défend à chaque instant, devant les ouvriers, un programme combiné de revendications économiques, transitoires et politiques. Même si la période objective était autre que celle d'aujourd'hui, même si la bourgeoisie avait atteint un degré de stabilité beaucoup plus grand, cela signifierait tomber dans l'économisme le plus vulgaire que de vouloir se contenter d'un programme minimum de revendications économiques et de ne parler qu'incidemment des revendications politiques.

Du point de vue de la propagande générale, il est du devoir de chaque organisation de la IV^e Internationale, indépendamment du moment politique plus ou moins avancé, de propager l'idée de la dictature du prolétariat ou de son synonyme populaire : le gouvernement ouvrier et paysan.

Mais quand la conjoncture politique est telle que la bourgeoisie ne peut gouverner sans l'aide des partis dits ouvriers, staliniens et réformistes, quand ces partis gardent une large emprise sur la classe ouvrière, et quand le parti révolutionnaire est encore faible, il faut pousser en avant la revendication transitoire adressée aux vieilles directions de rompre la coalition, de prendre le pouvoir seules sans ministres capitalistes et d'appliquer un programme minimum ouvrier, appuyées sur les masses et contrôlées par elles. C'est là le seul moyen concret de faire avancer l'idée de la solution ouvrière pour les masses qui ne sont pas encore prêtes à se ranger aux côtés du parti révolutionnaire et de la dictature du prolétariat.

Le manquement de cette revendication varie avec le moment politique précis.

La propagande du gouvernement ouvrier sans ministres capitalistes reste valable pour toute la période pendant laquelle la conjoncture garde les caractéristiques que nous avons décrites précédemment. La revendication passe dans l'agitation à chaque moment où la solution gouvernementale, à la suite d'une crise parlementaire, d'une grande grève, etc., devient une question d'une nécessité immédiate.

Cette revendication doit être, bien entendu, la conclusion d'une analyse dans nos articles et dans nos appels à l'adresse des ouvriers staliniens et réformistes, et dans laquelle nous insistons sur l'expérience de la collaboration avec la bourgeoisie et leur expliquons la nécessité de pousser à la rupture et d'imposer la solution ouvrière.

Les tendances défaitistes qui combattent l'« opportunisme » de cette revendication font preuve de conséquence avec leur ligne politique de propagande générale, qui s'oppose à l'esprit de notre programme transitoire.

Cette revendication n'est pas sortie de nos archives de l'histoire, comme disent les camarades de la tendance Guérin, et ne s'applique pas seulement « quand il y a les Soviets », comme au temps de Lénine. Elle est explicitement contenue dans le programme de transition; elle a été à plusieurs reprises utilisée dans l'histoire de notre mouvement sous telle ou telle forme qui correspondait chaque fois aux circonstances données; elle se trouve dans la résolution connue sur le « gouvernement ouvrier » du IV^e Congrès de l'Internationale communiste; elle est enfin longuement analysée dans son sens transitoire par Lénine lui-même, non pas seulement à propos de l'expérience russe, mais à propos d'autres situations dans lesquelles il n'existait aucune trace de « soviets ».

Que ces camarades relisent la « Maladie infantile », de Lénine, qui reste le manuel classique de la tactique bolchevique et la meilleure école de rééducation politique des « doctri-